

La Lettre

des élus communistes et apparentés

n°5 - Novembre 2008

360 milliards €

pour sauver les banques et le système financier ont été promis, sans contrepartie, par l'Etat. 15 milliards d'euros de cadeaux fiscaux en 2007, 28 milliards d'exonération de cotisations pour les entreprises : les nantis se portent bien en «Sarkozie». Et qui va payer la note ? Les collectivités locales, dont on étrangle les budgets, et les salariés, qui s'appauvrissent d'année en année !

Conseil municipal de la ville de Vénissieux du 3 novembre 2008



Nous ne laisserons pas assassiner nos villes et nos communes ! Le gouvernement Sarkozy-Fillon veut en finir avec plus de deux siècles de conquêtes démocratiques. Il s'attaque violemment aux communes et veut les mettre à sa botte. Les mauvais coups pleuvent : attaques contre la DSU, dotations d'Etat en baisse, transferts de responsabilités sans financements, suppression envisagée de la TP, etc. Il met en place une Réforme Générale des Politiques Publiques, saccage les services publics, la Poste, les RASED, rend l'école maternelle inaccessible aux enfants de moins de trois ans et invente le service minimum d'accueil pour briser les grèves. Il casse la carte judiciaire, dénigre l'action des communes pourtant génératrices de près de 75% de la commande publique, réduit drastiquement les moyens du logement social et brade le livret A au secteur bancaire et financier qui vient de faire la démonstration de sa gabegie sur le dos des travailleurs et des petites gens.

Les élus du groupe en appellent à toutes les forces démocratiques et progressistes, dans la ville et ailleurs, pour entrer en résistance et défendre les moyens et l'autonomie des collectivités territoriales.

Henri Thivillier
Président du groupe des élus communistes et apparentés

// Dossier

Des coupes drastiques, une réforme de la DSU qui pénalise les villes les plus pauvres, celle de la taxe professionnelle qui exonère les entreprises aux dépens des communautés urbaines, des réductions de dotations, la liste des désengagements de l'Etat n'en finit pas de s'allonger. Et plonge dans le rouge les budgets des communes. Dans ce contexte de crise, où les finances des municipalités sont mutilées, André Gerin a annoncé une commission générale publique pour le budget en janvier 2009.

L'ETAT PLOMBE LE BUDGET DES COMMUNES

L'Etat se désengage sur tous les fronts. Sauf, on doit bien le reconnaître, sur celui du système financier et des banquiers qu'il court sauver en injectant des milliards d'euros. Les victimes de la politique de Sarkozy au service des grands de la finance sont nombreuses : les services publics, les populations en difficulté, les salariés dont le pouvoir d'achat s'écroule, et maintenant les collectivités territoriales. D'un côté, le bouclier fiscal pour les riches, le sauvetage du CAC 40 à hauteur de 360 milliards d'euros ! De l'autre, que ce soit pour la sécu, pour une politique sociale, pour les municipalités, le gouvernement tient le discours suivant : il n'y a plus de sous dans les caisses, débrouillez-vous !

Silence radio à l'UMP

Lors de la dernière séance du conseil municipal, un débat tout à fait approprié d'information sur les conséquences de la loi de finances 2009/2011 a été lancé. Tous les groupes ont pris la parole, à l'exception de l'UMP et de Christophe Girard dont le silence embarrassé en dit long sur les bienfaits de la politique menée par le tandem Sarkozy-Fillon... Pour les



élus communistes, Evelyne Ebersviller a pris la parole et a mis tout le monde face à ses responsabilités : «On achève bien les collectivités locales et ce n'est pas du cinéma ! Pour mettre en oeuvre cette politique, l'arme de dissuasion massive est la loi de finances 2009 où une accélération des mesures et des dispositifs anti-collectivités locales est prévue. Le couperet va tomber, l'évolution des concours de l'Etat est limitée à 2% alors que l'on sait que l'inflation n'a pas été de 1,6% en 2008, mais de 3,6% !»

Si le gouvernement, face au tollé général des élus, a dû faire machine arrière sur la

- Venez assister au prochain Conseil municipal -
le mardi 16 décembre 2008 à 18h30,
salle Jacques Duclos (3^{ème} étage de l'Hôtel de Ville)

réforme de l'attribution de la DSU (Dotation de solidarité urbaine), du moins temporairement, la saignée est générale dans tous les transferts de l'Etat vers les collectivités : volonté de mettre fin au fond de compensation de la TVA qui sera lourde de conséquences pour le bâtiment et les travaux publics; arrêt de mort annoncée de la taxe professionnelle (dite TPU depuis 2003) reversée au Grand Lyon; baisse globale de 12% des compensations d'exonération fiscale - à Vénissieux, 50% de la population bénéficie d'une exonération ou d'un plafonnement de sa taxe d'habitation-... Une véritable purge aux conséquences dramatiques pour les communes et les populations est à l'oeuvre. Pour André Gerin, l'heure est très grave : «Le gouvernement a décrété l'austérité

générale pour les communes, les départements et les agglomérations. Pour les conseils généraux, on parle d'une baisse de 30% des investissements. C'est une situation aberrante alors que Sarkozy s'empresse d'offrir 40 milliards d'euros pour capitaliser les banques et 320 milliards pour garantir leurs emprunts ! Le tout sans contrepartie, sauf verbale ! C'est le règne de l'opacité mais la colère gronde car les salariés savent ce qu'ils ont perdu en pouvoir d'achat !»

Dans ce contexte explosif, la seule bonne nouvelle est venue de la gestion de la ville : Vénissieux n'a pas contracté de prêts toxiques auprès d'établissements financiers et maintient sa volonté de ne pas augmenter la taxe d'habitation. Vu le renoncement de l'Etat, c'est déjà un beau défi !

Des propositions concrètes

Une autre politique pour les finances locales est possible. Le groupe des élus propose quatre grandes pistes :

- prélever 0,5% sur les actifs financiers (en 2006, ils étaient estimés à 4800 milliards), soit un apport de 24 milliards d'euros

- moderniser la Taxe Professionnelle (à la baisse pour les entreprises qui créent de l'emploi, à la hausse pour la sphère financière et les entreprises à haut revenu)

- augmenter les dotations aux collectivités

- rendre solidaire et progressif l'impôt sur les ménages pour en diminuer le poids

«Sarkozy décrète l'austérité pour nos habitants !»

INTERVIEW DE EVELYNE EBERSVILLER, ADJOINTE AUX FINANCES



A combien évaluez-vous le manque à gagner, généré par le désengagement de l'Etat, pour le budget 2009 de Vénissieux ?

EVELYNE EBERSVILLER : «L'Etat diminue les compensations fiscales qu'il doit à Vénissieux au titre des dégrèvements et exonérations. Il réduit l'évolution des dotations qu'il doit aux collectivités locales au niveau de l'inflation, soit 1,6% pour une inflation estimée à 3,6% pour les collectivités. Ce qui entraîne une perte du pouvoir d'achat importante. De plus, en 2003, depuis la mise en place de la taxe professionnelle unique (TPU), la plus grosse recette de la ville n'augmente plus du tout. Le résultat est simple : les ¾ de nos recettes n'évolueront pas ces prochaines années. La ville va perdre au minimum

l'inflation, soit entre 1,5 et 2,5 millions d'euros par an, qui vont s'accumuler au fil des années. Seule la fiscalité locale (taxe d'habitation, taxe foncière) qui ne représente que 28% du total de nos recettes évolue faiblement.

Doit-on craindre une remise en cause des investissements de la Ville prévus dans le contrat communal 2008-2014 à cause des coupes sombres de l'Etat ?

EVELYNE EBERSVILLER : «Cela remet bien évidemment en cause les capacités de la commune à investir, soit pour maintenir en état son patrimoine existant, soit pour développer la ville. Cela n'est pas envisageable et donc ce sont les dépenses de fonctionnement qui devront diminuer et, en partie mais en partie seulement, le service rendu au public.»

Le gouvernement Sarkozy-Fillon n'est-il pas en train de forcer les collectivités locales à augmenter la taxe d'habitation pour faire payer la note de la crise financière à la population ?

EVELYNE EBERSVILLER : «L'Etat cherche de toute évidence à faire participer les collectivités locales aux critères de Maastricht, en diminuant ses propres dépenses, mais aussi celles des collectivités (régions, départements, communautés urbaines, communes) tout en leur faisant supporter des charges qui incombent à l'Etat. Les collectivités qui supportent les ¾ des investissements du pays devraient se plier aux exigences sarkoziennes pour réduire le déficit de l'Etat. Rappelons que les Collectivités locales ne sont pas, elles, en déficit. C'est donc l'austérité que veut Sarkozy pour nos habitants.»

➤ Une commission pour l'accessibilité

Adoptée le 11 février 2005, grand chantier de Jacques Chirac, la loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées rend obligatoire dans les villes de plus de 5000 habitants la création d'une commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées. Composée de représentants de la commune (4 élus de l'opposition, 6 de la majorité), d'associations d'usagers et d'handicapés, elle a pour mission de recenser les conditions d'accessibilité du cadre bâti, de la voirie, des espaces publics, des transports et de faire des propositions utiles pour les améliorer le cas échéant. A Vénissieux, sa création a été adoptée à l'unanimité lors du dernier conseil municipal.

➤ Ascenseur dans les beaux quartiers, escalier dans les cités populaires

Des milliers d'habitants de tours ou barres sont pris en otage, obligés de monter à pied 9,10 voire 16 étages ! Mamans avec poussettes, handicapés ou personnes âgées se retrouvent privés de leur domicile ! A Komarov, des habitants sont entrés en résistance: rassemblement au pied des tours, pétitions, manifestations... Résultat : un expert est enfin intervenu et les travaux nécessaires sont annoncés. Comme le dit un des délégués des locataires de Komarov, «dans nos quartiers, il nous faut des combattants» pour sortir de l'isolement, refuser la ségrégation, construire de nouvelles solidarités ! C'est le sens de l'engagement communiste, des militants aux élus.

LES INTERVENTIONS AU CONSEIL MUNICIPAL



PETITION POUR LE CINEMA
GERARD PHILIPPE

PAR **YOLANDE PEYTAVIN**

« La guerre engagée par les majors des multiplexes contre les cinémas de quartier est aussi inégale qu'impitoyable. UGC juge déloyale la concurrence que lui font les salles subventionnées or seulement 15% des 5300 salles de cinéma sont subventionnées et elles ne représentent que 2,7% des entrées et moins de 2% de recettes. Aujourd'hui, c'est notre cinéma qui est attaqué, mais aussi notre politique qui défend une culture vivante, à l'opposé des ghettos sociaux, éducatifs, géographiques ou ethniques, qui affirme la conviction qu'il est important de défendre un cinéma de proximité de grande qualité dans une zone relativement défavorisée »



PROPRETÉ : DES PROGRÈS
LENTS MAIS RÉELS

PAR **PIERRE-ALAIN MILLET**

« Le rapport annuel 2007 du Grand Lyon note des progrès lents mais réels de la collecte sélective sur notre commune avec 30 kilos/habitant en 2005, 31 en 2006 et 34,4 en 2007. Il faut aussi évoquer la déchetterie communautaire qui est aujourd'hui saturée. Nous en connaissons la difficulté de sécurité, d'incivilités et nous attendons toujours la concrétisation de l'annonce d'extension et de gardiennage. Au-delà de l'usage de la déchetterie par la commune, c'est la question plus générale d'un grand service public des déchets, dont nos quartiers ont grand besoin pour plus de proximité, plus d'efforts à la fois techniques et pédagogiques, qui est posée »



CFAL : LE CHOIX DES
COMMUNES DE PARFER

PAR **HENRI THIVILLIER**

« Le contournement fret ferroviaire de l'agglomération lyonnaise est une nécessité de l'aménagement du territoire et devrait s'inscrire dans une politique délibérée du transfert du transport routier vers le ferré. Il y aurait du sens à une politique globale qui inclurait le grand transit international, les trans-européennes mais aussi les dessertes locales tant des produits et marchandises que des individus. Ce n'est pas le cas et le CFAL en deux tronçons non concomitants en est le très mauvais exemple. Le ministre Bussereau revient en arrière et ne tient pas compte de l'avis des communes impactées. Nous réaffirmons que le tracé du CFAL doit être réalisé le plus à l'Est, le long de la ligne à grande vitesse (LGV) Paris-Marseille »

Un site internet

POUR LE GROUPE DES ÉLUS COMMUNISTES

« Ca y est, au bout des connexions et des clics sur vos souris, vous pourrez découvrir le nouveau site internet du groupe des élus communistes et apparentés de Vénissieux. Première info capitale, l'adresse bien sûr, et enregistrer dans vos favoris: <http://gec.venissieux.org/>

Que peut-on trouver sur cette nouvelle adresse, sur ce nouvel espace d'expression et de réflexion ouvert à tous les élus du groupe, et ouvert à votre regard et à votre perspicacité. Toute l'actu du groupe ! A savoir : les interventions in extenso des élus lors des derniers conseils municipaux, les dossiers sensibles à l'ordre du jour comme le CFAL, la pétition pour défendre le cinéma Gérard Philipe ou encore les finances locales, les courriers adressés aux collectivités territoriales ou représentants de l'Etat, les prises de position claires et nettes de l'équipe municipale, vous ne manquerez rien, absolument rien de l'activité du groupe communiste et apparenté de Vénissieux. Par ailleurs, un agenda vous permettra de prendre note des grands rendez-vous politiques de la Ville.

The screenshot shows the website interface for 'Elus communistes et apparentés de Vénissieux'. The main content area features an article titled 'J'en appelle au réveil civique !' by André Gerfin, dated 7 avril 2008. The article discusses the importance of citizen engagement and the role of the municipal council. To the right, there is an 'Agenda' section with a calendar for the month of April 2008. The website also includes a navigation menu on the left with links like 'Accueil du site', 'Conseil Municipal', 'Rapportages...', and 'Statistiques'. The footer contains contact information and a copyright notice for 2008.

Et sur chaque sujet, vous avez la possibilité en cliquant de réagir immédiatement et de nous adresser par mail vos suggestions, avis, coups de gueule et réactions. Cet espace est le vôtre, il constitue un rouage et un outil supplémentaires entre le citoyen et l' élu, il est la rampe de lancement d'une plus grande participation et de l'attachement des vénissiens à la politique menée dans leur ville.

L'AGENDA

Le 19 novembre : La commission «Lutte contre la grande pauvreté : pour une vie digne» s'est réunie pour la première fois salle Jacques-Duclos à 18h00 à l'Hôtel de Ville. Un chantier capital à l'heure de la crise financière et économique. **Le 25 novembre** : une première de taille là encore avec les débuts des travaux du conseil citoyen (qui réunit élus, habitants, usagers et entreprises) sur les questions du développement humain durable au service de tous. **Le 3 décembre** : élection des conseillers prud'hommes dans les collèges Salarié et Employeur, au scrutin de liste proportionnel à un tour, pour 5 ans. **Le 8 décembre** : grande soirée de solidarité des Pères Noël Verts en partenariat avec le Secours Populaire à l'occasion de la fin de la collecte de jouets pour que Noël n'oublie personne **Les 13 et 14 décembre** : le 3ème âge à l'honneur, en cette veille de fêtes de Noël, avec la traditionnelle remise de colis et les repas festifs organisés par la mairie de Vénissieux.

L'ANECR

UN CREUSET IDENTITAIRE POUR LE COMMUNISME

Véronique Forestier, Saliha Prudhomme-Latour et Henri Thivillier, élus communistes de Vénissieux, ont participé au 14ème congrès de l'ANECR (Association Nationale des Elus Communistes et Républicains) qui s'est tenu en octobre dernier à Montpellier. Les 11.000 élus communistes et républicains ont à l'évidence besoin d'une structure, d'un lieu et d'un lien national de rencontres et d'échanges, voire de formations, que la jungle textuelle gouvernementale et ses orientations politiques rendent nécessaires et même obligatoires.

Au-delà de l'appel à l'ouverture vers les démocrates et les progressistes, les objectifs des élus rassemblés dans l'ANECR restent bien ceux poursuivis par les communistes : le bien public, l'intérêt des populations laborieuses, l'intérêt collectif, les responsabilités politiques publiques, une démarche affichée et volontaire vers une autre société dans nos villes et nos quartiers. Il faut se battre pour le rétablissement des grands services publics et les droits fondamentaux du travail et de l'emploi, du logement, de l'éducation et de la santé. Il nous faut défendre des valeurs partagées d'équité et de justice sociales, de solidarité, d'égalité, de laïcité, d'anti-racisme, de sécurité et de sérénité, de démocratie locale active, tout en élaborant des pouvoirs et contre-pouvoirs populaires dans la proximité des décisions qui concernent chacun de nos habitants.

Il nous faut être organisés pour s'opposer aux attaques sans précédent du gouvernement Fillon-Sarkozy contre les communes - l'institution la plus proche de la population -, contre les finances locales, contre le service public rendu à l'habitant.

L'ANECR, constituée depuis 30 ans, peut être cet outil de ras-



Véronique Forestier et Saliha Prudhomme-Latour, élues du groupe communiste de Vénissieux, étaient présentes au 14ème congrès de l'Anecr, qui s'est tenu à Montpellier du 17 au 19 octobre 2008

semblement. Un débat a été ouvert au cours du Congrès sur l'abandon du sigle et des références communistes et républicaines. Il n'est pas anodin. Or l'ANECR s'est constituée il y a 30 ans sur des bases, des objectifs, des luttes et des orientations clairement menés par les élus communistes. Les forces progressistes et sociales ont naturellement trouvé toute leur place à leurs côtés. A Vénissieux, la population leur donne légitimité et leur fait confiance. Notre adhésion à l'ANECR va sans ambiguïté dans ce sens, en rassemblant sur le terrain, dans le concret et la proximité. Nous retiendrons du congrès de Montpellier les axes de bataille sur les finances locales, la taxation des produits financiers boursiers et la réhabilitation des dépenses publiques, ainsi que sur les dangers de la Réforme Générale des Politiques Publiques que prépare le gouvernement Fillon. Déposséder élus et populations de leur droit à diriger l'avenir de leur commune et de leur environnement proche, tel est le dessein de l'Etat. Aux élus locaux de s'appuyer sur leur organisation et d'y puiser les sources du combat et de la solidarité.

OÙ L'ON REPARLE DU BOULEVARD URBAIN EST À LA COURLY !

Depuis des décennies, le BUE avance (quasiment) mètre par mètre. A ce rythme-là (seulement 400 mètres seront mis en chantier en 2009), la continuité du Boulevard Urbain Est, enjeu majeur pour le développement économique des communes de l'Est lyonnais, n'est pas près de voir le jour. Lors de la session du conseil de communauté du 13 octobre, Henri Thivillier, au nom du groupe communiste et intervention citoyenne, n'a pas mâché ses mots à ce sujet : «*Je voudrais pointer du doigt la pusillanimité de notre agglomération qui réalise en pointillés, et avec une lenteur excessive, un aménagement pourtant vital au développement économique de nos communes. Il serait bon que le tronçon rue du Dauphiné/Route d'Heyrieux du BUE soit programmé à l'occasion de la ZAC Berliet*». Autre sujet qui fâche, la fameuse trame verte, inscrite au PLU de l'agglomération, qui se réduit à une peau de chagrin : «*Les densifications envisagées par l'aménageur privé Neximo, avec la possibilité d'occuper jusqu'à 60% des terrains du bâti, contredisent ce que l'on appelle le «V vert». Il en va de même pour la branche nord du «V vert» avec l'installation du Grand Stade, de l'hyper centre commercial qui laissent de moins en moins de place au végétal. Pour le groupe communiste, l'étalement urbain maîtrisé reste toujours d'actualité*». Enfin, au sujet du projet de trafic fret à grande vitesse, le groupe, qui approuve néanmoins l'adhésion du Grand Lyon à l'Association Lyon-Carex, exige «*une lecture plus claire de l'ensemble des questions qui touchent à l'approvisionnement et au mouvement des marchandises et des productions de l'agglomération lyonnaise et de la région urbaine de Lyon ou même Rhône-Alpes*». Henri Thivillier demande au Président du Grand Lyon, Gérard Collomb, d'ouvrir un débat de fond sur ce thème majeur d'un enjeu capital pour le développement économique et environnemental de la région.

**N'hésitez pas à nous envoyer vos réactions et opinions par courrier
au Groupe des élus communistes et apparentés,**

- 5 avenue Marcel-Houël, 69200 Vénissieux- ou par mail à : groupe.communiste@ville-venissieux.fr